

CIBLE

Tri

Dans la haute nomenclature médiatique, on n'est pas content et on le dit.

Motif : pendant les quinze jours de la campagne officielle, un égal temps de parole était imposé pour tous les candidats. D'où l'agacement manifeste de certains journalistes astreints à traiter les *petits candidats* : reportages expéditifs, questions méchantes, on leur faisait sentir qu'ils étaient des moins que rien.

Comme si ce mépris ne suffisait pas, les nomenclaturistes se plaignent ouvertement de l'application du principe d'égalité sous prétexte que les *petits candidats* ne seraient pas intéressants.

Conclusion : laissons faire le tri par les sondages et par les médias, afin qu'on reste entre gens du même monde. Les partisans de cette sélection sauvage oublient volontairement deux points essentiels :

- plusieurs *petits candidats* avaient obtenu en 2002 entre un et deux millions de voix.

- alors que les *grands candidats* se contentent de diffuser images et slogans publicitaires, tous les petits candidats expriment des convictions.

Sur le marché médiatique, la démocratie ne vaut plus tripette.

PRÉSIDENTIELLE

Ni l'un ni l'autre

Pauvreté

**L'armée
des ombres**

p. 6-7

Histoire

**Le Cercle
Prouhon**

p. 10

Pourquoi Rocard bayrouista ?

Plusieurs jours durant, des journalistes mais aussi des cartomanciens, des gérontologues, des astrologues, des paléographes - sans compter les sarkozistes et les ségolénistes - se sont penchés sur le cas Rocard.

C'est Daniel Schneidermann qui a lancé le jeu des hypothèses sur son *blog*, en avouant crûment qu'il n'avait pas compris d'emblée pourquoi Michel Rocard avait soudain préconisé l'alliance avec François Bayrou, sous forme de promesses de désistement mutuel avant le premier tour.

La nouvelle avait ému de diverses manières l'état-major socialiste, mais j'avoue que j'avais surtout été intéressée par ce surgissement inattendu d'une gloire déchue qui semblait se satisfaire de bavardages pompeux dans l'enceinte du parlement européen - retraite dorée où l'on peut parler en toute quiétude de l'Europe sociale.

L'homme qui avait tout raté, y compris sa propre sortie de scène en 1994, revenait soudain comme un noir corbeau planant sur la mêlée confuse, guettant les premiers cadavres. Un romancier digne de ce nom n'aurait pas voulu de cette image crépusculaire mais la campagne électorale incitait

à se contenter de cette anecdote.

Puis la rédaction en chef me pria de remiser mes opinions esthétiques et de chercher des motifs sérieux aux déclarations du rival défait de François Mitterrand. D'où la publication par ordre chronologique de mes suppositions :

Sénilité ? Mes confrères gérontologues m'assurent que le sujet ne présente aucun signe de délabrement mental : les marmonnements, circonvolutions dialectiques et parenthèses obscures sont typiques de l'homme qui inventa sa propre langue de bois, pour son usage personnel, à l'instar de Ségolène Royal.

Culte du moi ? Sans doute. Le célèbre théoricien de l'État modeste est pénétré de son importance jusqu'à la boursoffure. De capter à nouveau l'attention lui donne un de ces plaisirs dont les gérontes de la haute classe sont friands.

Pulsion de meurtre ? L'hypothèse est sérieuse et nombre de ségolénistes crient

à la trahison. Il est vrai qu'un vieux général qui appelle dans les derniers moments d'une bataille décisive à faire alliance avec un ennemi, fût-il de second rang, peut à juste titre être regardé comme félon.

On se souvient du poignard que Michel Rocard avait planté dans le dos de François Mitterrand parce qu'il jugeait le président affaibli par l'affaire Habbache. En quoi l'ancien Premier ministre se trompait. Qu'il ait voulu suriner Ségolène Royal parce qu'il la jugeait en passe d'être éliminée au premier tour est bien dans la manière de ce personnage, inélégant et retors sous ses allures de bon camarade. Somme toute, il se serait contenté de dire tout haut ce que maints députés et cadres socialistes disaient tout bas depuis plusieurs semaines : « votez Bayrou, faites voter Bayrou, car Ségolène c'est vraiment une catastrophe ». Couper les jarrets de celle qui, somme toute, a pris la place que convoitait l'homme toujours empêché

d'être candidat, c'est une bassesse qui est d'une grande banalité psychologique.

Mais finalement, je crois que c'est Daniel Schneidermann qui a raison : l'ancien maire de Conflans-Sainte-Honorine se fout de Ségolène Royal comme de sa première entourloupe. Ce qu'il veut aujourd'hui, quoi qu'il en coûte, c'est détruire la gauche du Parti socialiste et réaliser l'alliance de ses rêves : celle d'une UDF libérale et d'un socialisme complètement reformaté selon le mode d'emploi de l'ultra-libéralisme dont Michel Rocard a depuis belle lurette adopté les recettes.

Tel était le projet jadis médité avec *France unie*, contre les propres intentions de François Mitterrand : rompre avec les communistes, gouverner avec Jean-Pierre Soisson, Roger Fauroux et quelques autres débris du centrisme. Il n'est pas étonnant qu'on retrouve dans ces combines Jean-Pierre Jouyet et quelques autres technocrates qui tiennent Jacques Delors pour un maître.

Une alliance entre François Bayrou, Michel Rocard, Bernard Kouchner (immédiatement rallié à la manœuvre), Dominique Strauss-Kahn (qui crie qu'on va trop vite en besogne, estimant qu'il faut savoir trahir à temps) est un montage possible. Mais un gouvernement de ce type serait en butte à l'hostilité de la majorité des Français, qui pratiquent différemment le vote de rejet, mais qui ont depuis longtemps condamné les oligarques de la droite, de la gauche et du centre.

Angélique LACANE

royaliste 
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD KOUCHNER

SOMMAIRE : p.2 : Pourquoi Rocard bayrouista ? - p.3 : Un vote bayrouista - Le combat continue - p.4 : Forgeard - Des records historiques - p.5 : Les talibans à Marseille - p.6/7 : L'armée des ombres - p.8 : Confessions d'un journaliste - La banlieue sans Kärcher - p.9 : L'imposture de l'antifascisme - p.10 : Le Cercle Proudhon - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Ni l'un, ni l'autre.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Un vote bayroutant

Quoi qu'il décide de faire dans les prochaines semaines, François Bayrou doit se convaincre d'une vérité fondamentale : beaucoup d'électeurs qui ont voté pour lui le 22 avril lui sont hostiles. Irrémédiablement.

Monsieur Bayrou, Je n'ai aucune sympathie pour vous et je rejette ce que vous avez l'audace d'appeler « mes idées ».

Mais je vous observe depuis des semaines : vous êtes tout gonflé d'importance et vous vous comportez comme si vous aviez un mandat du Ciel. Ce qui risque de vous troubler la comprenette.

J'aimerais que vous méditez l'un des paradoxes de cette étrange campagne. D'ordinaire, au premier tour on choisit et au second on élimine. Cette année, un nombre considérable d'électeurs a tenté d'éliminer dès le premier tour le personnage qu'il tenait pour le pire de tous les candidats.

Le vote pour Ségolène a été pour partie un vote contre Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen : cela, vous le savez. Mais ne croyez pas que c'est par un pur acte de confiance et d'amour qu'on a déposé dans l'urne un bulletin à votre nom. Il y avait au contraire de la colère, du dégoût et de la haine chez celles et ceux que vous pensez avoir ralliés à votre cause toute personnelle. De la haine ? Oui, et ce terrible sentiment ne saurait vous indigner : avec vos vieux complices de la droite, vous avez fabriqué depuis votre entrée en politique de la haine – par toutes les lois antisociales que vous avez votées et fait voter. Puis on vous a fabriqué une image d'homme neuf et innocent : cette hypocrisie majeure engendre elle aussi la colère.

Cela dit, parmi toutes les voix que vous avez recueillies, n'oubliez pas de décompter :
- celles des gaullistes, que vous détestez et qui vous détestent : ils ont voté pour vous contre Nicolas Sarkozy, naufrageur du gaullisme ;
- celles des députés, des cadres, de très nombreux militants du Parti socialiste qui ne pouvaient pas accepter que Ségolène Royal dise n'importe quoi mais qui ont gardé leurs convictions socialistes. Je ne parle pas de Michel Rocard, évidemment. Les socialistes fidèles à leur idéal se sont servis de vous comme d'un boulot - telle fut, telle est, telle sera pour eux votre unique fonction ;

- celles des électeurs communistes, socialistes, gaullistes, royalistes ou tout simplement antilibéraux - mais pas nationalistes pour un sou - qui ont voté *Non* au référendum de 2005. Ils rejettent votre fédéralisme européiste, cette vieille utopie que vous cultivez en secret ; ils piétinent vos propositions imbéciles (l'équilibre budgétaire inscrit dans la Constitution) et vos recettes de régression sociale (de simples *coups de pouce* au Smic, alors que la misère augmente) ; ils récusent les compromis minables que vous passerez tôt ou tard avec d'autres oligarques.

Monsieur Bayrou, je suis persuadé que la patrie sera un jour sauvée - mais ce sera de vous et de vos amis d'hier ou de demain.

Annette DELRANCK

Le combat continue

Les machines à voter font peser un grave risque d'erreurs et de fraudes sur des consultations électorales décisives. Il faut que les citoyens puissent continuer à surveiller, grâce à l'utilisation des bulletins de papier, la régularité des opérations de vote.

Premières victoires dans la campagne contre l'utilisation des machines à voter : plusieurs municipalités ont décidé de revenir aux bulletins de papier - par exemple celle de Vandœuvre-lès-Nancy - ou de ne pas s'équiper comme à Beauvais.

À Issy-les-Moulineaux qui est au cœur de la bataille, André Santini avait dans un premier temps rejeté avec mépris les arguments des protestataires. Puis il a été obligé de remplacer les machines installées en janvier 2007 qui n'avaient pas reçu l'agrément du ministère de l'Intérieur, par des machines plus anciennes (2005) qui sont conformes à la norme administrative. Mieux : toutes les machines du modèle *iVotronic* installées dans diverses communes ont été remplacées dans la semaine précédant le 22 avril par le société ES&S.

Bien sûr, ces décisions prises dans la panique sont insuffisantes. Suite à de multiples recours, le tribunal administratif de Versailles a jugé le 17 avril qu'il n'y avait pas atteinte grave à une liberté fondamentale dans une ordonnance confuse qui incite à faire appel.

Venant à l'appui des simples citoyens, les juristes ne manquent pas d'arguments.

Le professeur Guglielmi explique (1) en effet que :

« 1°) Les fabricants de machines à voter refusent de divulguer, aux organismes

certificateurs ou au ministère de l'Intérieur, le code source des programmes installés sur les machines.

2°) Il est quasi impossible de déceler un bug sur une machine à voter, contrairement à un ordinateur quand il plante.

3°) Rien ne garantit que le logiciel examiné par les organismes certificateurs lors de la phase d'agrément soit le même que celui réellement installé sur la machine.

4°) Un logiciel peut avoir la faculté de s'automodifier, par exemple après vérification.

5°) Sous condition de relevé des votes enregistrés avant la panne, l'échange standard d'une machine qui s'arrêterait de fonctionner est autorisé en cours de scrutin, rendant ainsi impossible le contrôle effectif de son contenu par les autorités publiques. »

Il est scandaleux qu'un citoyen ne puisse vérifier par lui-même qu'il a effectivement voté, selon son choix. Il est scandaleux qu'en cas de doute le recomptage soit impossible. Comme en Irlande, comme en Italie, il faut que les municipalités renoncent à utiliser le vote électronique par respect pour les rites et les procédures démocratiques.

Yves LANDEVENNEC

(1) <http://www.guglielmi.fr/spip.php?article67>

Que chaque lecteur participe à l'action collective en se connectant sur le site : www.recul-democratique.org

Forgeard

Des records historiques

Nous savons que la *loi du marché* mondialisé oblige à considérer le salaire du travailleur ordinaire comme un *coût* insupportable et celui du dirigeant comme une rétribution naturelle et raisonnable. Même logique pour les indemnités de licenciements : pour le commun des mortels, elles s'apparentent à l'assistanat alors que, passé un certain niveau, la charge qui pèse sur l'entreprise se transforme miraculeusement en un parachute doré - qui fonctionne aussi pour les patrons nuls.

Soupçonné de délit d'initié (ses ventes d'action EADS avant l'annonce des retards de l'A 380), responsable direct de la crise qui frappe Airbus, Noël Forgeard a reçu 8,55 millions d'euros soit 6 000 fois le Smic - peut-être avec le soutien actif de Thierry Breton.

Comme d'habitude, des voix se sont élevées au sein de l'oligarchie pour dénoncer ce scandale - d'autant plus vivement que la campagne de premier tour battait son plein. Certains candidats ont annoncé une loi. Ce type d'affaire étant récurrent, pourquoi les majorités successives se sont-elles abstenues de légiférer sévèrement en ce domaine ?

À cause de l'opposition résolue du patronat qui pratique efficacement le double langage : posture morale, laxisme total. Laurence Parisot dit qu'elle a été *frappée de stupeur* par le parachute doré mais récuse tout projet de loi en la matière car ce serait un *frein immédiat à notre capacité à attirer ou à conserver des talents chez nous*. Qui osera résister à ce chantage et imposer par la loi un seuil maximum pour les salaires, primes et indemnité ?

Jacques BLANGY

On est les champions ! De quoi ? Des records ! Mais quels records ? Des records historiques ! Mais c'est quoi comme histoire ? Une histoire d'emploi, de monnaie, de commerce. En douze ans de gouvernance oligarchique, nous avons atteint des sommets...

Vous avez remarqué ? Quand on parle de conjoncture, ces temps-ci, tout est historique. C'est curieux, parce que le propre de la conjoncture économique, sociale, monétaire, c'est d'être mouvante, évolutive : l'accouchement de l'histoire, ce n'est pas encore l'Histoire.

Mais c'est comme ça dans tout les domaines : comme le moindre coup de pied dans un ballon est regardé comme *historique*, on ne peut se contenter, lorsqu'on aborde les questions économiques, d'énumérer des faits marquants et des tendances intéressantes : il faut que l'événement soit historique ou il n'existe pas. Peut-on parler d'une vision hystérique de l'histoire ou pour parler simplement d'une hystérisation de l'historicité ? Je soumets cette grave question à Angélique Lacane et j'en viens aux phénomènes qui surexcitent les experts patentés.

C'est vrai qu'on vit une époque fantastique. Premier exemple : à l'appel de l'inter-syndicale des services statistiques de l'emploi, des fonctionnaires - y compris ceux qui sont tenus par le devoir de réserve - sont descendus dans la rue le 19 avril pour demander quoi ? Pas des augmentations de salaires, primes de panier ou congés supplémentaires ! Non, les chercheurs de la Dares, les statisticiens de

l'INSEE, les employés de l'ANPE voulaient que le gouvernement ne publie pas les chiffres du chômage entre les deux tours. Ces chiffres optimistes sont faux, leur publication est manipulateur, les *vrais chiffres* officiels ne seront connus qu'après la période électorale. On a lu dans la presse que cette manifestation était historique. Disons simplement que c'est une protestation sans précédent, face à un mensonge éhonté.

Deuxième exemple : le déficit de la balance des comptes courants a atteint 3,3 milliards d'euros en février 2007, alors qu'il était de 2,7 milliards en janvier et de 1,8 milliards en décembre 2006. Ce qui nous fait sur les douze derniers mois un déficit de 27 milliards d'euros : tel est le record *historique* qui est à mettre au discrédit du gouvernement Villepin, Sarkozy, Breton et autres ministres *compétents* et résolus.

Mais le plus historique des records, c'est l'euro qui l'a presque obtenu le vendredi 20 avril : pour un euro, vous obteniez ce jour-là 1,3637 dollar en début de matinée, soit un tout petit peu moins que le fameux cours record de 1,3666 dollar atteint le 30 décembre 2004. Ce record sera battu. Peut-être l'est-il au moment où vous lisez ces lignes. En tous cas, selon *Le Monde*, un cours proche de son niveau historique, c'est déjà historique.

Ce renforcement de l'euro fort est de plus en plus nuisible à notre industrie : tout travailleur victime de délocalisation connaît ce processus désastreux. Pourtant, cet événement historique fait des heureux ! Pas seulement Jean-Claude Trichet mais aussi l'Eurogroupe dont *Le Monde* nous annonce qu'il est *serein*. Et de nous délivrer l'analyse de son président, Jean-Claude Juncker, dont l'histoire retiendra l'inénarrable cynisme : « *il n'y a pas lieu d'être excessivement préoccupé* », a déclaré ce pitre serein car « *l'euro s'est apprécié non pas d'une façon brutale mais d'une façon lente* ». Les travailleurs congédiés ont donc la permission d'être préoccupés par le chômage. Plus généralement, c'est vraiment très appréciable d'apprendre qu'on va mourir de façon lente et non pas brutalement.

Pour achever de nous convaincre, Pedro Solbes, ministre espagnol des Finances, a déclaré pour sa part qu'à l'Eurogroupe « *notre souci principal est une volatilité excessive* » des taux de change tandis que Jean-Claude Trichet serinait pour sa part qu'une *volatilité excessive* et des *mouvements désordonnés* de ces sacrés taux de change étaient *indésirables*. De surcroît, la presse financière a pris soin de préciser que les positions de l'Eurogroupe étaient identiques à celle du G7.

La gouvernance monétaire est donc purgée de toute excessivité et les volatiles sujets à convulsions n'ont qu'à bien se tenir. Nous voici rassurés.

Sylvie FERNOY

Les taliban à Marseille

Le message adressé par les attentats d'Alger du 11 avril doit être pris avec précaution.

Al-Qaïda a-t-il voulu s'immiscer dans la campagne électorale française comme lors du précédent espagnol du 11 mars 2005 ? On ne peut l'exclure dans l'absolu. S'il en avait eu la capacité, peut-être l'aurait-il tenté mais avec ses propres forces en Europe même (1). S'il ne l'a pas fait, soit on l'a dissuadé ou arrêté à temps, soit il n'y voyait pas d'intérêt - rien de comparable à l'Espagne d'alors ; la France est certes engagée en Afghanistan où elle est confrontée à une prise d'otages, mais sans plus.

Si Al-Qaïda avait voulu faire passer un message à la France ou faire un test à travers les attentats d'Alger, celui-ci ne serait qu'indirect, de biais. Lequel ? Certains sont tombés immédiatement dans le panneau : en deux temps. Premier temps : la politique de réconciliation nationale de Bouteflika aurait été un échec ; elle aurait remis sur le marché de dangereux terroristes. Deuxième temps : raison de plus de relancer la signature d'un accord de défense et de sécurité avec les généraux *éradicateurs* (partisans de la ligne dure contre le Front Islamique du Salut, auteurs du *coup d'État* de 1992, l'interruption des élections législatives au lendemain du premier tour) rebaptisé *traité d'amitié*.

La France serait visée, dit-on, parce que les terroristes ont pris pour cible le bâtiment de l'ancien Gouvernement général. Et d'ajouter pour ceux qui auraient la mémoire courte : le siège du Gouverneur général de l'Algérie française au balcon duquel le général de

Gaulle avait été accueilli par une foule en délire en mai 1958. Outre que ce bâtiment abrite aujourd'hui les services de sécurité algériens, ce qui justifie à soi seul qu'il soit une cible, on peut admettre que, si message il y a, c'est un message postcolonial, qui s'adresse à ceux qui ont pris la suite de l'administration française, en l'occurrence les *éradicateurs*.

La politique de Bouteflika n'a pas échoué. Au contraire, la transformation des anciens Groupes Islamistes Armés puis du petit reste salafiste en filiale officielle d'Al-Qaïda (*Al-Qaïda pour le Maghreb Islamiste AQMI*) est la preuve de son succès. Le passage de l'insurrection nationale islamiste algérienne à la lutte internationaliste d'une branche régionale de la nébuleuse mondial-islamiste, en d'autres termes, de Lénine à Trotsky, est un changement total de paradigme. L'islamisme a abandonné le projet de prendre le pouvoir en Algérie. Le Maghreb n'est plus qu'un site dans la stratégie internationale d'un mouvement qui a d'autres objectifs, des objectifs supranationaux ou extraterritoriaux, voire déterritorialisés.

Les relations entre l'Algérie et la France n'ont donc pas de raison d'être tout à coup modifiées pour répondre à l'émergence d'une nouvelle menace, qu'elle soit dirigée contre le pouvoir algérien ou le territoire français. Les formes de la lutte sont au contraire désormais, si cela est confirmé, d'une nature telle qu'elles dépassent le cadre prévu pour le traité d'amitié. La lutte contre le terrorisme d'Al-Qaïda, comme celui-ci, transcende les limites

nationales. L'Algérie n'est pas menacée de *talibanisation*, à 800 km de Marseille, comme le clame le candidat Sarkozy. Par contre elle n'est pas exempte de *pakistanisation* si par ce vocable on signifie la mainmise des services de sécurité sur le système politique, économique et social. Encore le Pakistan a-t-il su ménager des espaces politiques, des élections ouvertes, des libertés publiques qui font rêver les Algériens. Ces derniers savent à l'avance que les élections législatives prévues le 17 mai ne changeront rien. En ce sens, la politique de réconciliation nationale, si elle n'a pas échoué, n'a pas réussi. Aux futures autorités françaises de ne pas encourager la pakistanisation de l'Algérie dans le sens répressif, mais l'ouverture politique, économique et sociale à tous les niveaux de la société.

La lutte contre le terrorisme international d'Al-Qaïda est affaire de spécialistes et de secret. Mais la légitimité politique est affaire de tout le peuple, dans la transparence. Elle repose sur la confiance, non sur la peur. Les terroristes profitent, comme leur nom l'indique, de la terreur. Même s'ils échouent, à cause des experts, ils peuvent réussir par la contre-terreur qu'ils ont provoquée par réaction. Ils triomphent ainsi dans leur propre mort. Seul un pouvoir réellement légitime peut annihiler les succès posthumes des terroristes. La leçon vaut autant pour la France que pour l'Algérie.

Yves LA MARCK

(1) L'inverse n'est pas sûr : il n'est pas exclu que des réseaux européens d'Al-Qaïda contribuent à des projets d'attentats au Maghreb.

BRÈVES

♦ **THAÏLANDE** - Le roi Bhumibol Adulyadej est immensément révérend dans son pays et son image et sa personne sont protégées par une législation sévère et très stricte. C'est en vertu de cette législation qu'un ressortissant suisse, Oliver Juffer, avait été condamné le mois dernier à une lourde peine de prison pour avoir été pris en flagrant délit de vandaliser des portraits du roi lors des cérémonies marquant son 79^e anniversaire en décembre. Bien que le gouvernement suisse ait choisi de ne pas intervenir, le roi a décidé de gracier le condamné qui a été libéré puis expulsé du royaume.

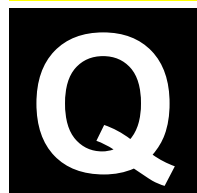
♦ **DANEMARK** - La princesse héritière Mary de Danemark a mis au monde le 21 avril, au Rigshospitalet de Copenhague, une petite fille, son deuxième enfant, troisième dans la lignée de succession au trône du royaume après son père, le prince héritier Frederik (âgé de 38 ans) et son petit frère le prince Christian (âgé de 18 mois).

♦ **CANADA** - La reine Elisabeth d'Angleterre est également la reine du Canada. C'est à ce titre qu'elle doit être invitée aux festivités du 400^e anniversaire de la fondation de Québec en 2008. Mais le Comité national des jeunes du Parti québécois (CNJPQ) s'oppose à cette invitation en des termes peu amènes : « *Québec est la plus vieille ville francophone d'Amérique. La Reine, même du Canada, n'a aucune place dans les festivités de sa naissance. Nous sommes fiers d'être Québécois. Nous sommes fiers d'avoir notre capitale nationale à Québec. Toute intrusion anglaise serait une confusion historique totale. Ce serait fêter en même temps la naissance d'un pays francophone en Amérique et ses assimilateurs anglais des derniers siècles. Un peu de respect pour le peuple québécois et ses aïeux.* »

♦ **NÉPAL** - À l'occasion du nouvel an traditionnel selon le calendrier népalais qui fait entrer le royaume himalayen en l'an 2064, le roi Gyanendra, dont le trône est bien menacé, a adressé à la population un message dans lequel il adopte un ton conciliateur et salue le retour de la démocratie. Ce retournement intervient alors que le pays se dirige vers des élections générales instituant une nouvelle assemblée laquelle décidera du sort du monarque et adoptera une nouvelle constitution où les maoïstes veulent voir abolir la monarchie. Dans ses vœux le roi a en effet déclaré : « *Appréciant les efforts de paix en cours, nous voudrions prier pour leur succès éclatant. Puisse la nouvelle année susciter la passion du peuple népalais pour améliorer la fraternité, la bienveillance, l'harmonie et l'unité selon nos traditions historiques, ainsi que le renforcement du développement institutionnel de la démocratie.* »

♦ **BHOUTAN** - Samedi 21 avril, l'ensemble de la population bhoutanaise a été appelée aux urnes alors que les premières élections législatives n'auront lieu que l'année prochaine ! Il s'agissait d'un répétition générale, d'une élection fictive avec 869 bureaux de vote ouverts pour l'occasion, des machines à voter électroniques, et même des observateurs internationaux. « *Les gens semblent enthousiastes, car il s'agit d'une répétition générale en costumes des premières élections nationales en 2008* », a expliqué le Commissaire en chef des élections, Kunzang Wangdi, depuis Thimphu, la capitale du pays. Les élections de l'an prochain, et la répétition générale qui les précède, s'inscrivent dans le cadre de la transition démocratique souhaitée par l'ancien roi du Bhoutan Jigme Singye Wangchuck et poursuivie par son fils l'actuel roi Jigme Khesar Namgyal Wangchuck.

L'armée des ombres



uant à la pauvreté, le discours dominant évolue entre la compassion inopérante et les accusations humiliantes : des pauvres courageux et honnêtes sont mis en opposition avec des paresseux qui ne paient pas leur loyer et qui vivent grâce aux allocations. Journaliste et écrivain, Jacques Cotta dénonce cette représentation de la société : les parasites

sociaux constituent une infime minorité au regard des millions de Français qui travaillent sans pouvoir se loger ou qui survivent grâce à une retraite de misère. Des solutions urgentes et radicales s'imposent.

■ **Royaliste : Pour quelles raisons avez-vous écrit ce livre ?**

Jacques Cotta : J'étais dans une laverie, je venais de proposer à une clocharde de téléphoner au SAMU social parce qu'il faisait froid ce jour-là. C'est alors qu'un homme dont l'apparence ne permettait pas de soupçonner la pauvreté m'a tapé sur l'épaule et m'a demandé de faire le numéro pour lui. En attendant l'arrivée du SAMU, nous sommes allés boire un café et il m'a raconté un début de tranche de vie : il avait un emploi, il l'a perdu pour raisons économiques, il fait des petits boulots. Lorsqu'il a un peu d'argent en début de mois il fréquente les hôtels de la périphérie parisienne à 30 euros la nuit ; lorsqu'il n'en a plus les moyens, il dort sur les bancs publics quand c'est l'été et il va l'hiver dans les foyers d'accueil d'urgence.

Telle est la rencontre qui m'a conduit à faire une enquête : j'ai voulu savoir si le cas de cet homme était fréquent dans notre pays. Je suis donc allé

dans les foyers, dans les entreprises, les *Restaurants du cœur*, dans les files d'attente à l'ANPE et bien sûr dans les rues ; j'ai multiplié les rencontres avec des interlocuteurs variés et dans des lieux très divers.

■ **Royaliste : Le titre de votre livre indique que l'on peut faire des décomptes très précis...**

Jacques Cotta : Le seuil européen situe la pauvreté monétaire à 60 % du salaire médian, soit en France 774 euros. Sept millions de personnes ne disposent pas de cette somme mensuelle. Si l'on prend un seuil un peu plus élevé de 888 euros, qui ne permet certainement pas le grand confort, ce sont 12 millions de personnes qui vivent dans la pauvreté et qui forment une immense armée des ombres. Ce sont là des chiffres ronds, qui donnent une première indication de la gravité de la situation. Mais la réalité vécue est encore plus dramatique : avant que la police n'évacue les tentes du quai de Bercy à Paris, j'ai rencontré un homme qui gagne 1 200 euros par

mois, qui bénéficie d'un contrat à durée indéterminée dans un restaurant et qui vit sous la tente parce qu'aucune agence immobilière ne veut lui faire signer un contrat de location.

■ **Royaliste : Pourquoi ?**

■ **Jacques Cotta :** Faites comme moi l'expérience : je me suis présenté dans une agence immobilière comme intermittent du spectacle, on m'a indiqué immédiatement la porte ; dans la deuxième agence j'étais en intérim dans le bâtiment et on m'a dit qu'il n'y avait aucune chance. Je suis alors devenu provisoirement fonctionnaire et une jeune fille, dans la troisième agence, m'a demandé si j'avais des parents qui pouvaient se porter caution : j'ai répondu que j'avais passé la cinquantaine et que j'avais 2 000 euros de revenu mensuel dans un emploi à vie. La jeune fille m'a répondu qu'il fallait que le salaire représente trois à quatre fois le montant du loyer. Comme la location d'un studio dans Paris coûte entre 500 et 700 euros, le *fonctionnaire* que j'étais se trouvait lui aussi exclu.

Il ne suffit pas de se loger : il faut se soigner, se nourrir, s'habiller, élever ses enfants. On peut donc se situer au-dessus du minimum monétaire et être très pauvre.

■ **Royaliste : Qui est responsable de cette situation ?**

Jacques Cotta : Nicolas Sarkozy d'une part et Ségolène Royal d'autre part utilisent un certain nombre de considérants qui sont, à peu de choses près, identiques. La candidate socialiste proposait au début de sa campagne qu'une aide soit apportée aux gens qui ont du mal à payer leur loyer mais qui acceptent de le payer - ce qui laisse entendre qu'il y a des gens qui ne font aucun effort. De son côté, le candidat de la droite parle de travailleurs méritants - qu'il oppose implicitement aux travailleurs paresseux et à tous les bénéficiaires d'allocations qui vivent sans rien faire.

Les deux candidats ont une vision complètement erronée de la situation. Au cours de mon enquête, j'ai bien sûr rencontré quelques personnes qui pratiquent allègrement le parasitisme social. Il existe dans notre pays d'infimes minorités qui vivent du RMI et qui se refusent à tout travail. Mais il est absurde de prétendre qu'il y a deux types de pauvreté, vécues par des masses d'individus : la pauvreté subie et la pauvreté voulue ! Pour ce qui concerne le logement, il est odieux d'opposer ceux qui veulent bien payer et ceux qui ne veulent pas : il y a les

locataires qui peuvent payer et ceux qui ne peuvent pas ! Ce qui nous renvoie à deux questions essentielles : celle du travail et celle du salaire.

■ Royaliste : Comment envisagez-vous la question du travail ?

Jacques Cotta : Il faut distinguer la forme du travail et son attribution.

Sur les dix dernières années, le travail par intérim a augmenté de plus de 130 % ; le travail par contrat à durée déterminée a augmenté de plus de 60 % - alors que c'est seulement + 2 % pour le travail par contrat à durée indéterminée. Ce n'est pas le fruit du hasard : c'est la conséquence d'une organisation sociale et d'une volonté politique. On considère en haut lieu que les *charges* - dont la masse salariale - plombent les entreprises et les revenus du capital : on veut donc baisser le plus possible les salaires pour préserver ou accroître les marges bénéficiaires et les revenus du capital. Nous sommes donc confrontés à une logique imparable - qui a provoqué le mouvement de révolte contre le CPE l'année dernière et, auparavant, le *Non* au référendum dont les principaux candidats ne tiennent pas compte.

Pourtant, le peuple français a tranché le 29 mai 2005 deux questions primordiales. La première, c'est la question nationale. Le peuple français a clairement dit que la France n'était pas une province mondialisée mais une réalité. La deuxième question, c'est celle de la « *concurrence libre et non faussée* » : les Français ont clairement dit qu'ils y voyaient une menace fondamentale pour l'emploi et pour le salaire.

L'affirmation de ces réalités nationales et de cette volonté nationale, en opposition au milieu dirigeant, je l'ai vérifiée tout au long de mon enquête.

■ Royaliste : Cette négation de la volonté populaire est-elle l'effet d'un aveuglement volontaire ?

Jacques Cotta : Je le constate dans mon métier : quand on évoque la destruction systématique de ce qui a été mis en

place par le *Conseil national de la Résistance* et par le général de Gaulle, on est regardé comme un personnage grossier et comme un gauchiste invétéré. C'est le cas lorsqu'on s'étonne que la France n'ait plus les moyens de payer des retraites, comme on le clame sur tous les tons depuis des années, alors que le système des retraites par répartition a été mis en place au moment où la France sortait terriblement appauvrie de la guerre. Aujourd'hui, dans notre pays, l'un des plus riches du monde, on voit de très nombreuses personnes âgées attendre la fin des marchés pour récupérer les fruits et les légumes qui ont été jetés. Avant de faire mon enquête, je croyais qu'il s'agissait de clochards, cela m'attristait mais je passais mon chemin. Puis j'ai interrogé celles et ceux qui fouillaient dans les tas de cageots abandonnés. Ils m'ont raconté leur vie de travail et ils m'ont tous dit qu'ils ne pouvaient pas s'en sortir avec le montant de leur retraite.

■ Royaliste : Quelles solutions voudriez-vous voir appliquer ?

Jacques Cotta : Quand une entreprise veut délocaliser au nom d'une rentabilité existante mais jugée insuffisante après avoir encaissé toutes sortes de subventions, l'État doit au moins exiger le remboursement des aides qu'il a consenties. Dans les secteurs-clés, il faut reprendre la politique utilisée avec succès à la Libération et ne pas hésiter à nationaliser au nom de l'intérêt de la collectivité. La question n'est pas celle des prétendues *contraintes* économiques et des obligations qui nous seraient imposées par les traités européens. Nous devons nous demander quelle est la légitimité qui fonde l'action du gouvernement français. Si les dirigeants politiques tiennent pour légitimes les normes bruxelloises, ils ne peuvent manquer d'accepter toutes les conséquences du principe de libre concurrence. Si la légitimité de l'État se fonde sur la Constitution, la Déclaration de 1789 et le Préambule de 1946, il est tout à fait possible de récuser les dispositifs européens et de retrouver la



■ On peut gagner 1200 € par mois et pourtant être contraint de vivre dans une caravane ou sous une tente...

maîtrise de notre politique industrielle et de notre politique monétaire.

Dans le domaine de la santé, nous bénéficions encore de la Sécurité sociale, mais la protection s'affaiblit et beaucoup de nos concitoyens ont du mal à payer leurs frais médicaux. Plus de 25 % des étudiants ne peuvent pas se soigner normalement à cause, par exemple, du coût des lunettes. Nous devons recréer un système complet de solidarité nationale dans le domaine de la santé - ce qui sera possible quand on cessera de réduire massivement les contributions sociales des entreprises. Il faut exiger le remboursement des *exonérations de charges* consenties aux entreprises qui ne sont ni plus ni moins que des économies faites au détriment du salaire différé des Françaises et des Français. Là est la première cause inavouée du déficit des comptes sociaux...

Dans le domaine du logement, il faut interdire les *ventes à la découpe* organisées par les fonds de pension américains : des milliers de citadins sont ainsi jetés à la rue. Plus généralement, il faut dénoncer les directives européennes qui visent la destruction totale du logement social. Le *droit opposable* dont on a parlé l'hiver dernier suppose la mise en œuvre de moyens qui font aujourd'hui défaut. Ne faudrait-il pas exiger l'application de la loi de réquisition issue du CNR et ignorée par les gouvernements successifs et les préfets de la République ? Ne faudrait-il pas exiger la mise en place d'un grand service public du logement

pour répondre aux besoins des centaines de milliers, des millions de nécessiteux ? Actuellement, face aux demandes pressantes de logements, la seule réponse des maires de la banlieue parisienne ce sont les campings ! Il ne s'agit pas seulement de ceux qui ignorent la misère sociale. Je parle aussi des maires les plus conscients et les plus sensibilisés qui n'ont dans le contexte actuel aucune solution au problème. Par exemple, j'ai fait un documentaire dans l'Essonne et j'ai rencontré des habitants qui m'ont raconté comment ils étaient sortis des taudis après guerre pour entrer en HLM et comment ils en sortent aujourd'hui pour aller dans les campings qui forment de nouveaux bidonvilles. Pour se loger dans une tente ou une vieille caravane, il faut déboursier entre 300 et 400 euros par mois : ce ne sont pas des marginaux qui en sont réduits à ces extrémités, mais des personnes qui ont un travail.

Nous avons à discuter de toutes ces questions. Or aucun débat n'a eu lieu entre les candidats pendant la campagne pour le premier tour de la présidentielle. La politique de régression sociale s'accompagne d'une régression démocratique qui m'inquiète et qui me révolte.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Jacques Cotta
**7 millions de
travailleurs
pauvres**

prix franco : 19 € Achat immédiat

Confessions d'un journaliste

A la fois réjouissantes et consternantes les *Confessions d'un journaliste lamentable* de Guy Baret jettent un regard cru sur une profession où les donneurs de leçons sont pourtant nombreux. Perdez toute illusion en riant.

Avec ses *Confessions*, Guy Baret a commis un livre qu'il a rédigé d'une plume alerte et parfois brillante, avec un détachement teinté d'un humour corrosif. L'ouvrage contient quelques anecdotes *croustillantes*. Sur les confrères qu'il n'épargne guère plus que lui-même, et sur la profession. L'auteur a beaucoup navigué : il fut éditorialiste à *l'Aurore* et à *France Soir*, et chroniqueur au *Figaro*.

Rédigées sous la forme d'une nécrologie imaginaire, ses *Confessions* lui donnent la liberté de celui qui est revenu de tout. Avec des promotions inattendues dont il ne cache pas ce qu'elles doivent au hasard ; et des relégations dans des placards dorés, grassement rémunérés. Il révèle aussi comment Giscard en personne, qui s'était mis d'accord avec Hersant, lui annonça sa nomination comme éditorialiste au *Figaro*. Si, après cela vous avez encore une illusion sur l'indépendance de la « grande » presse... Guy Baret conte aussi sa disgrâce, annoncée par un Philippe Vilin chargé de rajeunir le lectorat, et qui déclarait tout de go : « ... nous avons 100 000 lecteurs de trop, inutiles qui plombent notre cœur de cible pour les annonceurs ! ». Si, après avoir lu cela, vous croyez encore au sérieux de la gestion des « grands » quotidiens...

N'épargnant pas les autres, Guy Baret a l'élégance de se soumettre au même régime. Il ne cache pas que, chargé d'une rubrique sur l'immobilier pen-

dant une période de disgrâce - quelle carrière n'en comporte pas ? - il n'avait aucune espèce de compétence dans le domaine. Pas plus qu'il n'en possédait lorsque, ne sachant que faire de lui, on le reléguait au service des sports... auxquels il avoue ne porter aucun intérêt. Que voulez-vous, quand on a une famille à nourrir... C'est sans doute pourquoi, chargé d'un article sur les pérégrinations de Jack London, et se retrouvant par erreur à mille kilomètres du lieu où il aurait dû atterrir (il y a un Dawson City dans le Yukon, mais aussi un Dawson Creek dans le Québec) il « bidouilla » sans vergogne son article, grâce à Internet !

Le lecteur rira beaucoup en découvrant ces *Confessions*. Mais, au fond, il sera consterné : ce qu'il découvrira dépasse l'imagination. Dans sa « dernière interview d'outre-tombe », l'auteur écrit, désabusé : « le seul article que Dieu ait approuvé a été écrit par le roi Salomon dans l'Ecclesiaste : « Vanité des vanités, tout n'est que vanité... ». Et le lecteur de nos colonnes de s'interroger à son tour sur son organe préféré... Qu'il se rassure : *Royaliste* n'est pas un « grand » journal. Il est pauvre. Et ses rédacteurs sont bénévoles. Mais ils croient à la cause qu'ils défendent. Ouf ! Tout n'est pas perdu...

Alain SOLARI

📖 Guy Baret - « *Confessions d'un journaliste lamentable*. Ma nécrologie », Jean-Claude Gawsewitch éditeur, prix franco : 19 €.

➡ Achat immédiat

La banlieue sans Kärcher

Face aux provocations de Nicolas Sarkozy, contre les logiques de violence et de ségrégation, Roland Castro propose inlassablement des solutions politiques fondées sur son expérience d'architecte et d'urbaniste.

Il est fort peu question de l'ancien ministre de l'Intérieur dans ce livre (1). Simplement, Roland Castro dit que l'utilisation de la métaphore militaire du *nettoyage*, qui rappelle la guerre d'Algérie, est une provocation qui vise à simplifier par la répression un problème complexe. Depuis le temps qu'elle est utilisée, on devrait savoir que cette technique de répression des *jeunes de banlieue* est inefficace. Elle pousse au repli sur la bande ou sur le groupe religieux, avec des révoltes ponctuelles : celles de jeunes Français - non d'étrangers clandestins ni de fanatiques - comme en novembre 2005. Agir (policièrement) et laisser faire : telle est la recette ultra-libérale.

L'autre simplification, par la démagogie mielleuse, n'est pas moins révoltante : les belles paroles et le fric qu'on balance à profusion dans les banlieues cachent l'indifférence prodigieuse de la nomenclature de gauche, qui habite les beaux quartiers de Paris. Agir et ne rien faire : telle est le secret de la gestion sociale-libérale.

Les durs et les mous étant congédiés, Roland Castro peut en venir à ce qui lui tient à cœur : une politique de reconstruction qui transformerait enfin les banlieues en villes. Des principes de Le Corbusier aux recettes de Borloo, l'an-

cien animateur de *Banlieues 89* explique en termes clairs toutes les erreurs qui ont été faites en matière d'urbanisme, toutes les fautes politiques qui ont été commises et dont le langage porte la trace : on ne retrouvera pas la civilité et la citoyenneté sur des *espaces* et des *territoires*. Il faut des rues, des places, des commerces, de beaux immeubles où il fait bon vivre, non des peinturlurages de façade et des zones pavillonnaires. Dans des banlieues parisiennes, dans les quartiers de plusieurs villes, Roland Castro a montré par voie de construction et de remodelages, ce qu'il était possible de faire. On peut y aller voir : ce n'est pas comme un programme électoral !

Et l'on peut, en se promenant, vérifier que le *problème des banlieues* ne sera pas résolu sans une politique cohérente de l'éducation, de l'emploi, de l'intégration civique.

On peut même faire une politique intelligente de la présence policière, à condition qu'on y mette les moyens - surabondants dans le centre des grandes villes. Bon révolutionnaire, en ce qu'il est plus gaullien qu'il ne le croit, Roland Castro a déjà son programme de gouvernement.

Maria DA SILVA

📖 (1) Roland Castro, « *Faut-il passer la banlieue au Kärcher ?* », Éditions de l'Archipel, 2007, prix franco : 13 €.

➡ Achat immédiat

L'imposture de l'antifascisme

Pierre-André Taguieff – et il n'est pas le seul – a éprouvé à diverses reprises, la difficulté de penser librement, et donc rigoureusement. La vie intellectuelle est tout autre chose qu'une aimable académie où chacun dispute, avec les meilleurs arguments, pour approcher une vérité sereine. Elle ressemblerait bien plutôt à un champ parsemé d'embûches, où l'audacieux risque à chaque instant d'être pris à partie et sérieusement corrigé pour malséance, atteinte à l'Empire du Bien ou manquement à un parcours balisé. Pis encore : des *snipers* stipendiés l'attendent au tournant pour le fusiller à bout portant. Néo-fasciste, réactionnaire, il n'a aucune circonstance atténuante, a fortiori s'il s'est efforcé d'apporter un peu de lucidité sur des sujets aussi sensibles que complexes. On ne s'attaque pas impunément à l'antiracisme, pas plus qu'à l'antifascisme. Prétendre faire preuve de discernement à propos de questions réglées d'avance, c'est démontrer que l'on a subtilement rejoint le camp adverse, dès lors que la configuration du *débat* d'idées est forcément binaire et oppose le camp du progrès à celui de la Réaction. Il y a bien longtemps déjà, l'auteur de *La Force du préjugé* avait été l'objet d'une sorte d'exposition sur la place publique de la part de *vigilants* le rendant complice, sans plus de nuances, de la conjonction brun-rouge, c'est-à-dire de l'alliance des anciens stalinien et des nouveaux fascistes.

J'étais personnellement intervenu à l'époque, ulcéré de tels procédés, ineptes et sans honneur, dont l'effet le plus direct était d'abolir toute recherche exigeante là où l'esprit civique requerrait la plus extrême attention. Les campagnes démagogiques du Front national commençaient à mordre sur toute une frange du monde ouvrier et la réponse apportée par toute une mouvance antiraciste recelait les plus graves équivoques. Raison de plus pour considérer avec respect le travail d'un chercheur qui permettait d'opérer les distinctions nécessaires et d'échapper ainsi aux pièges d'un antiracisme purement réactif. J'avais été vivement intéressé par l'ampleur philosophique et les résonances culturelles du premier grand livre de Taguieff et j'en avais donné ici l'écho (1). Comment ne pas s'indigner alors de campagnes qui anéantissaient le regard prudentiel et la distance éthique pour nous ramener aux joutes bipartisanes ? Depuis les attaques n'ont pas cessé. Celle contre les *nouveaux réactionnaires* déclenchée par un libelle de Daniel Lindenberg avait provoqué ici encore notre perplexité (2), avec le soupçon qu'il s'agissait en sous-main d'une contre-offensive menée par une école contre une autre, celle de Pierre Rosanvallon maître d'œuvre d'une troisième gauche irritée par les positions néo-tocquevilliennes d'écrivains mettant en évidence les faiblesses de l'individualisme démocratique. N'y avait-il pas une autre façon de mener la discussion et éventuellement de provoquer l'*adversaire* à travers des procédures

plus équitables ? On comprend la colère des intéressés qui ne pouvaient admettre des procédés qui leurs rappelaient les habitudes les plus détestables de l'intelligentsia sartrienne. Celle qui proclamait que *tout anticommuniste est un chien* ?

La réponse de Pierre-André Taguieff ne pouvait consister en un libelle à la Bloy et à la Bernanos, bien qu'il les affectionne tous deux et ne se prive pas de les citer. Elle devait revêtir la forme d'un essai de longue haleine (3) où il lui serait loisible de présenter le dossier le plus fourni et le plus référencé, apte à faire comprendre toutes les dimensions d'un réflexe polémique qui s'enracine dans l'antifascisme stalinien. François Furet avait déjà abordé le sujet. Taguieff opère avec encore plus de précision en déroulant le parcours généalogique d'un système offensif dont les procédés, à des décennies près, se ressemblent étrangement. L'*hénaurmité* de la référence au petit père des peuples pouvait donner le sentiment d'une obsolescence de la dialectique des archéocommunistes. Et non ! Elle ressemble étrangement aux propos actuels, lorsqu'ils se veulent péremptoirs contre les

suppôts de la réaction et les ennemis du progrès. Le *fascisme* englobe tout et il désigne bien au-delà du nazisme et de l'entreprise mussolinienne celui qui se met en travers de la marche en avant de l'Histoire. L'explication de la persistance de la diabolisation de quiconque ne rentre pas dans la ligne générale tient dans la capacité de la rhétorique communiste à « mobiliser, au nom de l'universel, les passions intellectuelles autant que les vertus, les valeurs ou les fins dernières invoqués sans vergogne, les promesses de bonheur, de liberté et de justice pour tous les hommes. » Qu'on le veuille ou pas le communisme aura toujours cette supériorité sur le fascisme d'associer sa violence symbolique aux bons sentiments.

par Gérard Leclerc



Ce qui valait hier trouve aujourd'hui la même force persuasive, alors même que la menace totalitaire brune a disparu en tant que telle : « *L'antifascisme constitue, en effet, une tradition idéologico-politique routinisée, dont la puissance est indissociable d'un élargissement qui a récemment pris l'allure d'une généralisation (...)* L'antifascisme constitue la configuration trans-idéologique et trans-politique que la vie démocratique pré-suppose dans les pays occidentaux depuis le procès de Nuremberg et les premières déclarations de l'Unesco. » Attention ! Il s'agit de bien comprendre le sens d'une telle imputation. Les horreurs du nazisme portées par la mémoire de l'humanité et désignées désormais dans le Droit conformément à leur atrocité peuvent nous garder d'autres embardées infernales. Mais lorsque l'antifascisme module ses interdictions pour dénoncer ce qui n'a rien à voir avec le fascisme, nous percevons l'héritage pervers du stalinisme et nous sommes en mesure de dénoncer la manipulation éhontée qui consiste à fasciser le non politiquement correct. Nous sommes très loin d'avoir épuisé le maléfice d'une inquisition idéologique qui rejette dans les ténèbres réactionnaires ce qui ne s'aligne pas sur le conformisme bêtifiant et n'accepte pas le dogmatisme progressisant.

(1) Cf. *Royaliste* n° 493, « Contre le racisme l'universalisme difficile ».

(2) Cf. *Royaliste* n° 805, Maria Da Silva, « Le retour des spectres ».

(3) Pierre-André Taguieff - « *Les Contres-réactionnaires* », Denoël, prix franco : 29 €.  Achat immédiat

Le Cercle Proudhon

En mars 1911, des militants d'Action Française et d'anciens collaborateurs du Mouvement socialiste fondèrent le Cercle Proudhon. Que venaient faire ensemble ces royalistes et ces syndicalistes révolutionnaires, et pourquoi diable avoir choisi Proudhon pour étendard et maître à penser ?

Une nouvelle réédition (1) réunissant en un volume les six *Cahiers* publiés par le Cercle Proudhon de 1912 à 1913 constitue un rappel opportun à l'histoire et fournit l'occasion à ceux qui le conçoivent si mal aujourd'hui, de constater que les royalistes peuvent dialoguer, et parfois s'allier, avec des partenaires opposés à leur tradition ; ainsi, les tentatives répétées de la Nouvelle Action royaliste pour constituer un *front des politiques* ne sont pas sans précédent.

En effet, au début du XX^e siècle, cette aventure critique est l'œuvre de membres d'un mouvement monarchiste où le dogmatisme n'avait pas encore tué la jeunesse et qui partageait jusqu'aux frémissements de l'histoire. Premier signe, la sympathie de l'Action Française pour les manifestants grévistes écrasés par l'armée en 1908 à Draveil et Villeneuve-Saint-Georges, sa connivence avec la CGT, son intérêt pour un penseur socialiste révolutionnaire comme Georges Sorel à qui le royaliste Georges Valois propose dès 1909 de prendre la direction d'une revue commune, hélas mort-née, dont le nom reste évocateur : *La Cité française*.

Dans cet esprit naît en 1911 une association d'intellectuels impertinents, dont le terreau commun est la haine du régime ploutocratique, ce féoda-

lisme financier imposé au pays par une république asservie à l'argent. Dans leur indignation, ils la confondent avec l'idéal démocratique qui, à leurs yeux, sert de paravent aux *quatre états confédérés* stigmatisés par Maurras - juifs, maçons, protestants et métèques... Si leur pensée se bornait à ces anathèmes, elle ne se distinguerait guère d'une époque où la vitupération donnait le ton. Mais en adoptant Proudhon comme repère, ces jeunes gens faisaient d'une pierre deux coups. D'abord, ils *reprenaient* le penseur franc-comtois aux socialistes politiques à la Jaurès, qui ne l'honoraient plus que de nom mais s'indignèrent vertueusement de cette profanation.

D'autre part et surtout, ils récupéraient chez Proudhon, plus qu'une théorie substituable à l'idéologie maurrassienne en formation ou à l'héritage syndicaliste de Fernand Pelloutier : une approche de l'histoire vécue, pleine de passions rebelles et de paradoxes. Le Proudhon de « *la propriété c'est le vol (...)* et il faut qu'il en soit ainsi » ; celui qui assassine Rousseau pour son *Contrat social*, « *code de la tyrannie capitaliste et mercantile* » ; le patriote qui rêve de remplacer la féodalité financière par un « *ordre social français* », de « *voir s'élever sur le sol français de franchises et joyeuses républiques* »... Tout cela, sous la plume de nos agita-

teurs exaltés par la *Louange de la Guerre* - est teinté d'un intolérable ethnocentrisme, invoquant « *la glorieuse humanité aryenne* », « *l'intérêt suprême du sang français* » (ennemi sans doute de celui qui coule dans *La Marseillaise*), et puise au même chaudron de sorcière d'où sortiront les prochains totalitarismes... Quoique l'on soit encore au royaume d'utopie : la *praxis* marxienne n'est pas loin quand on affirme que le syndicalisme ou socialisme révolutionnaire est une philosophie élaborée par la classe ouvrière en vue de l'action. Peu importe qu'il s'agisse ici, de droite comme de gauche, d'une contre-révolution.

D'autres accents sont étonnamment post-modernes : un dégoût de l'hédonisme individualiste, la démystification du progrès « *reçu comme un dogme à l'époque où la classe bourgeoise était la classe conquérante...* » Mais il nous semble que l'essentiel tient, de la part de ces monarchistes en ceci que leur ambition de « *réunir une vingtaine de personnes pour étudier l'économie moderne et rechercher les principes d'une économie nouvelle* » les amène finalement à reconnaître « *dans les divers mouvements sociaux, et particulièrement les socialistes, les lignes de la structure traditionnelle française* », dans le mouvement syndical « *une nouvelle efflorescence de ces corps et*

communautés de l'ancienne France », au point de se sentir enfin capable de rompre l'isolement causé par la Révolution pour réunir « *fierté républicaine et loyalisme monarchique* ».

Alors, dira-t-on, pourquoi ces professions de foi antidémocratiques ? Parce que, pensent-ils, pour laisser le champ libre aux financiers, la démocratie étouffe la libre confrontation des classes (et l'affrontement des nations). Un an après la dispersion du Cercle, ses membres verront leur espérance en partie comblée et combattront ou mourront dans la Grande Guerre. Entre Sorel, dont la figure dominait de loin leur paysage intellectuel et Valois qui suivra Maurras dans ce ralliement, la rupture se consomme quand l'A. F. se joint à l'Union sacrée que récusent radicalement les révolutionnaires pacifistes.

Puis, chaque survivant ira son chemin, et particulièrement Valois, rompant avec Maurras et créant le premier parti fasciste français (2) - avant que de continuer une évolution qui le mènera le plus à gauche de l'échiquier *prolétarien*, pour finir dans la Résistance et mourir du typhus en 1945 à Bergen-Belsen (3).

Dans cette réédition, une longue et très documentée préface par Alain de Benoist met en situation cette expérience singulière du royalisme et du socialisme français.

À retenir, ce mot de Georges Valois à son prince : « *Nous sommes prêts à nous faire tuer pour vous. Mais nous ne sommes ni vos serviteurs, ni vos partisans* ».

Luc de GOUSTINE

(1) *Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist, Collection des Inactuels, 2007, Avatar éditions, prix franco : 35 €. [Achat immédiat](#)

Une première réédition, avec une préface de Pierre Andreu, avait été réalisée sous l'égide du Centre d'études de l'Agora en 1976.

(2) *Le Faisceau* (1925-1928)

(3) Voir le *Lys rouge* n° 52, prix franco 5,40 €. [Achat immédiat](#)

Souscription

Si tu désires peu de choses...

A peine lancée notre souscription a pris une bonne voie. Il est vrai que cela est dû, d'une part aux dons déjà arrivés avant le lancement, et d'autre part à deux de nos amis particulièrement généreux. C'est dire qu'il ne faut surtout pas considérer l'objectif comme atteint, il nous reste près de 9 000 € à trouver et, par expérience, je sais que ce n'est pas facile. Alors, n'attendez pas et envoyez nous votre obole en précisant « pour la souscription ».

Yvan AUMONT

3^e liste de souscripteurs

F. A. 1000 € - Françoise Baudin 400 € - Djamel Boudjelal 7,62 € - Un anonyme montagnard 40 € - Michel Cornet 22 € - Claude Crétoux 53 € - Guy Delranc 60 € - Michèle Dutac 14,48 € - François Fardeau 13 € - Albert Forget 20 € - M.H. (Essonne) 20 € - Fabrice Giraud 6 € - Marie-Thérèse et Jean-François Lespes 50 € - Andrea Nery 30 € - François Noir 40 € - Alain Perdrix 23 € - Yolande de Prunelé 30 € - Jacques Roué-Daéron 33 € - Jean-François Maurel 75 €.

Total de cette liste : 1917,10 €

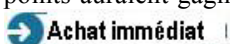
Total précédent : 2913,49 €

Total général : 4830,59 €

[Souscrivez maintenant](#)

Parution : "Monarchie et démocratie"

"Monarchie et démocratie" - En rééditant ce texte, paru en 1984, nous avons eu pour seul souci de fournir, sous la forme d'une brochure accessible à tous, des arguments à opposer à ceux qui pensent encore que monarchie et démocratie sont incompatibles. Nous avons gardé le texte d'origine sans le modifier ni l'actualiser même si certains points auraient gagné sans doute à l'être. Prix franco : 5 €.



NATION FRANÇAISE

Dans le cadre d'un projet éditorial, nous recherchons tout document iconographique concernant Pierre Boutang et sa *Nation française*. En particulier nous souhaiterions trouver des photos de réunions et des portraits des principaux collaborateurs de l'hebdomadaire.

Les documents prêtés seront immédiatement numérisés et aussitôt rendus à leur propriétaire.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 2 mai** - La réunion prévue initialement a été **annulée** en raison du débat télévisé Sarkozy/Royal.

● **Mercredi 9 mai** - Ancien directeur adjoint de l'ENA, professeur émérite à la Sorbonne, spécialiste d'histoire politique et de sociologie administrative, **Jean-François KESLER** avait mené une réflexion sur les hauts fonctionnaires, la politique et l'argent dans un ouvrage que nous avions vivement apprécié (cf. *Royaliste* n°888).

Nous l'invitons pour un nouveau livre, qui tombe dans l'actualité puisqu'on s'est à nouveau posé au cours de la campagne électorale une question classiquement provocatrice : « **Faut-il brûler l'ENA ?** » Jean-François Kesler, quant à lui, traite le

sujet sans démagogie et récuse le mythe de l'énarchie. Plus profondément, il s'intéresse au mode de recrutement de l'élite administrative et récuse la thèse de Pierre Bourdieu sur la *noblesse d'État*. Pour notre invité, le recrutement par voie de concours est le pire des systèmes... à l'exception de tous les autres. Cela ne signifie pas qu'il faille le conserver en l'état : des réformes concernant le recrutement, la formation et le statut des hauts fonctionnaires sont possibles. Nous aurons à en débattre.

Réunions à venir

● **Mercredi 16 mai** - Nous recevons **Jacques SAPIR** sur le " *Bilan des années Poutine* ".

● **Mercredi 23 mai** - Ce sera **Philippe ARONDEL** sur " *La Santé au travail* ".

● **Mercredi 30 mai** - **Jean-Luc GRÉAU** : " *Conjoncture économique française et européenne* ".

● **Mercredi 6 juin** - **Hubert LANDIER** pour son livre " *Divorce à la française, comment les Français jugent les entreprises* ".

● **Mercredi 13 juin** - **Julien LANDFRIED** pour son livre " *Contre le communautarisme* ".

● **Mercredi 20 juin** - **Christophe FORCARI** pour son livre " *Le Pen, le dernier combat* ".

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris le **dimanche 24 juin** prochain. Après l'élection présidentielle et les élections législatives, nous analyserons la situation politique et examinerons les perspectives d'action pour la NAR. Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Ni l'un, ni l'autre

Pour le premier tour de l'élection présidentielle, toutes les hypothèses étaient sinistres : l'absence d'un candidat gaulliste authentique et la dispersion des antilibéraux conduisait à une compétition entre les trois représentants de l'oligarchie et le candidat de l'extrême droite.

D'où le vote blanc que la Nouvelle Action royaliste préconisa à regret.

Au soir du 22 avril, c'est finalement le scénario le plus classique qui a prévalu au terme d'une campagne marquée par le choc des démagogies, le refus des principaux candidats de débattre entre eux et une formidable attention populaire qui s'est heureusement traduite par un taux de participation très élevé.

Le peuple français reste passionné par la politique – ce qui constitue une belle raison d'espérer – mais l'issue du premier tour de scrutin ne permet pas d'entrevoir une issue paisible et démocratique à la crise qui meurtrit notre pays. Après l'élimination des deux candidats qui ne présentaient pas une opposition solide et constructive à la classe dirigeante – François Bayrou et Jean-Marie Le Pen – restent en lice le candidat de la droite et la candidate de la gauche oligarchiques.

Comme pour le premier tour, notre décision ne peut être prise par calcul tactique mais selon nos convictions et par rapport au programme politique que nous avons élaboré.

L'élection de Nicolas Sarkozy exposerait la France, les Français et l'ensemble des habitants de notre pays à plusieurs périls d'une extrême gravité :

Péril pour la paix civile : quand il était ministre de l'Intérieur, le président du parti de droite a construit son « image » sur un discours de guerre civile à connotations ethnicistes, marquées par des provocations délibérées contre certains jeunes citoyens et contre certains quartiers.

Péril pour les libertés : le langage autoritaire, la conception exclusivement répressive du travail de la police, les pressions sur les médias, les menaces prononcées à l'encontre de certains journalistes ne sont pas acceptables dans une nation démocratique.

Péril pour la justice sociale, déjà fortement réduite par les compromis du gouvernement Jospin et par les mesures prises depuis cinq ans par la droite : Nicolas Sarkozy veut une Sécurité sociale à plusieurs vitesses ; il veut porter une insupportable atteinte au droit de grève ; il a été, est et sera l'allié fidèle du Medef. Il a été, est et sera l'agent d'une régression sociale sans précédent.

Péril pour la nation : son intention avouée de faire adopter un nouveau traité européen par le Parlement marquerait l'effacement définitif du référendum de 2005, par lequel les Français ont refusé que la France se perde dans le grand marché ultra-

libéral. Le fort soupçon d'atlantisme qui pèse sur le candidat de la droite aggrave les craintes d'alignement de notre pays sur la désastreuse politique américaine.

Pour ces motifs principaux, nous excluons le vote en faveur de Nicolas Sarkozy.

Tout au long de la campagne du premier tour, Ségolène Royal n'est pas parvenue à obtenir notre confiance. Confuses, parfois contradictoires, ses promesses économiques et sociales sont inférieures à celles présentées par les socialistes en 1997 – et qu'ils ne respectèrent pas. Le flou général qui entoure les conceptions diplomatiques de la candidate socialiste ne peut qu'augmenter notre méfiance – malgré la promesse d'un référendum sur un nouveau traité européen et les timides remontrances adressées à la Banque centrale européenne.

Surtout, le projet de « sixième république » qui rallie toute la gauche antigauilliste constitue pour la Nouvelle Action royaliste un empêchement décisif : notre mouvement ne soutiendra pas une candidate qui veut détruire les institutions gaulliennes, déjà fortement dégradées par la réduction de la durée du mandat présidentiel.

En cas de victoire de Nicolas Sarkozy, la Nouvelle Action royaliste envisage d'appeler à voter pour les candidats de gauche aux élections législatives, afin que la France ne soit pas livrée à un autocrate et à ses commis. Mais pour le second tour de l'élection présidentielle, elle conseille, une nouvelle fois à regret, de voter blanc.

Le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste